

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 2 octobre 2017

Catalogne :

De la répression contre un référendum à la colère sociale ?

À coups de matraques et de balles en caoutchouc, la répression s'est abattue sur le référendum indépendantiste organisé ce dimanche 1^{er} octobre en Catalogne. 844 blessés, dont deux graves. Le gouvernement espagnol a déployé 10 000 policiers et gardes civils dans la région pour fermer des bureaux de vote et saisir le matériel électoral. C'est la réponse que le gouvernement du premier ministre Mariano Rajoy s'est félicité d'avoir opposé à de simples bulletins de vote.

Voter, ce serait aller « contre la démocratie » ?

« Force de la loi », « respect de la Constitution », et désormais les coups de matraque, voilà les arguments du chef du gouvernement espagnol contre l'envie d'une partie de la population catalane de se prononcer en faveur de l'indépendance. On voit quel genre de légalité Rajoy, englué dans des affaires de corruption, entend faire respecter. Et les manifestations organisées à Madrid ce week-end pour l'unité espagnole, avec la bienveillance du pouvoir, avaient un vieux parfum de dictature franquiste.

Pas étonnant que face à cette répression commandée par le pouvoir de Madrid, une bonne partie de la population ait brandi d'autant plus rageusement le drapeau catalan. Et que quelque 40 % des Catalans soient allés voter pour l'indépendance, bravant l'interdiction. C'est le résultat direct de la politique du gouvernement de Madrid.

Puigdemont, pas plus démocrate que Rajoy...

Les gouvernants régionaux de Catalogne, chantres de l'indépendance, qui se sont placés à la tête de la colère catalane, laissent bien à désirer aussi, question démocratie. Ils ne sont pas moins répressifs que le gouvernement de Madrid. Ils l'ont montré lors de la grève générale du 14 novembre 2012 contre les mesures d'austérité, où la police catalane, aux ordres d'un gouvernement régional nationaliste qui avait durement réprimé la manifestation de Barcelone, faisait perdre un œil, d'un tir de balle de caoutchouc, à une manifestante.

... et tout aussi anti-ouvrier

Ce gouvernement régional porte sa part de responsabilité face à l'augmentation de la misère et du chômage. Il faut bien comprendre que les coups de matraque de Rajoy ne font pas du chef du gouvernement de Catalogne, Carles Puigdemont, autre chose que le

petit Macron qu'il est, contre les travailleurs et les jeunes de Catalogne. Une région des plus riches d'Espagne, certes ; dont les riches disent qu'ils ne voudraient pas payer pour les pauvres des autres régions... mais qui déjà et surtout ne veulent pas payer pour les pauvres de Catalogne : 13 % de chômeurs, des coupes dans les budgets sociaux, un grave problème de logement... Puigdemont expliquant juste que la misère des couches populaires de la région serait la faute du seul gouvernement central de Madrid. Et d'agiter, en guise de seul programme, le drapeau catalan... ce qui ne donne ni du travail ni du pain !

La rue n'avait d'ailleurs pas manqué de le dénoncer, en 2011, avec le mouvement des Indignés. À l'époque, les politiciens aux manettes se sont empressés de détourner l'attention en faisant tout pour transformer la colère sociale en un soutien exclusif à leur conception de l'indépendance. Si Puigdemont accuse aujourd'hui Madrid, c'est pour mieux se dédouaner.

Ce mardi, la population de Catalogne est appelée par les syndicats catalans, mais aussi par les soutiens du gouvernement régional, à une journée de grève générale. Les travailleurs révolutionnaires que nous sommes ne pouvons qu'espérer que Rajoy récolte au centuple la monnaie de sa pièce et que la colère contre sa manière forte déferle dans les rues. Que même Puigdemont en prenne peur !

Mais si les classes populaires de Catalogne veulent défendre leurs intérêts jusqu'au bout, elles pourraient et devraient mettre aussi sur leurs banderoles leurs propres revendications démocratiques, pas seulement leur droit de vote par un référendum voulu (ou rejeté) d'en haut, mais leur droit de vivre d'un travail et d'un salaire décent. Comme tous les travailleurs et les jeunes de toutes les régions d'Espagne. En réalité, leur force serait bien davantage dans cette alliance, qui pourrait et devrait s'élargir à tous les travailleurs d'Europe. Car elle ne se résumerait pas à l'agitation d'un petit drapeau catalan qui isole, ou les laisse dans un face à face triste avec leurs patrons catalans !

Pas disposé à signer

Y paraît que la quasi-totalité des salariés de La Garenne sont mis à disposition de la SMAE – ancienne dénomination de l'entité juridique regroupant les sites de Tremery et de Borny – depuis une dizaine d'années, mais sans le savoir...

Alors il faudrait régulariser fissa la situation auprès de l'État en nous obligeant à signer un avenant à notre contrat de travail avant fin octobre. Une régularisation nécessaire d'après la direction pour qu'elle continue à toucher des aides de l'Etat. Faire de « *l'optimisation fiscale* », comme elle dit, mais sur notre dos.

Les subsides en tous genres versés au patronat proviennent en général droit de nos impôts. Regardons à deux fois, avant de signer quoique ce soit d'autant que nous ne sommes pas disposés à lui faire de cadeau.

Le jugement dernier ?

À la demande du CE, du CHSCT, de la CFDT et de la CGT, PSA est appelé à comparaître devant le tribunal de grande instance de Versailles le 14 décembre. Motifs : les conditions de déménagement et d'accueil qui nous attendent les prochains mois.

Le déménagement n'est en rien encore acté. Loin de nous résigner, nous devons dénoncer tout ce qui doit l'être et c'est encore ensemble que nous nous ferons le mieux entendre. Nous sommes seuls juges à savoir ce que nous pouvons ou non accepter. Reste à donner notre sentence.

Magouilles généralisés

Après les constructeurs automobiles, c'est au tour des fabricants de camion de se faire pincer. Pendant 14 ans, Scania, Daimler, Volvo et Iveco se sont entendus sur les prix de vente et sur la mise en œuvre des normes environnementales des camions. Une application qu'ils repoussaient le plus possible ou facturaient au prix fort.

La sacro-sainte concurrence qu'on nous ressasse pour justifier la dégradation de nos conditions de travail est régulièrement mise à sac par la divulgation de ces magouilles. Ici et là-bas, c'est l'ouverture des comptes des entreprises et leurs contrôles par les salariés qui doivent être imposés pour que cessent toutes ces combines.

Poissy : leur faire ravalier leur arrogance

À Poissy début septembre, une quinzaine d'ouvriers du Ferrage avaient débrayé en réaction aux briefings d'intimidation qui leur annonçaient qu'ils ne pourraient plus aller aux toilettes en dehors des temps de pause sous risque d'« abandon de poste ». Malgré ce premier débrayage d'avertissement la hiérarchie de Poissy maintient des méthodes humiliantes. Au Montage et Ferrage elle fait des petits bâtons sur un tableau lorsque des salariés sont exceptionnellement autorisés à aller aux toilettes en dehors de la pause. Certains chefs font même signer des bons de circulation dans l'usine pour ces salariés. Mercredi 20 septembre, plus d'une soixantaine

de salariés ont débrayé 1 heure et ont défilé dans l'usine au B2. Ils protestaient contre les lois Macron mais aussi contre la volonté de la direction de leur interdire d'aller aux toilettes. Les chaînes ont été fortement ralenties. Certains chefs ont bossé à 3 pour tenir un poste.

Avec sa guerre psychologique, la direction accumule les provocations, un peu comme Macron : à se croire sortis de la cuisse de Jupiter, ils pourraient bien tomber sur un os.

Alstom, STX : on ne choisit pas parmi les faux-monnayeurs !

La semaine dernière, il était annoncé qu'Alstom allait fusionner avec la branche ferroviaire de Siemens et que la société des chantiers navals de Saint-Nazaire, STX, allait passer sous le contrôle du groupe italien Fincantieri. À chaque fois, des promesses de maintien de l'emploi sont faites alors que ces rachats ont bien évidemment pour but de faire des économies sur le dos des travailleurs. Mais les mensonges des souverainistes, de Mélenchon à Dupont-Aignan, qui soutiennent que l'Etat aurait pu et dû protéger l'industrie française contre les groupes d'outre-Rhin ou transalpin, ne valent pas mieux. Car ce sont des patrons bien français qui sont responsables de milliers de suppressions d'emplois dans ces industries comme ailleurs. Si ces nationalistes veulent partir en guerre comme en 14, qu'ils y aillent !

Nous les travailleurs, on sauvera nos emplois quand on partira en guerre contre nos patrons quelle que soit leur nationalité !

Retour aux « temps modernes » ?

Gare à notre colère !

Les salariés d'un entrepôt Lidl des Bouches-du-Rhône se sont mis en grève la semaine dernière. Ils étaient révoltés par le licenciement d'un de leurs collègues et par « l'univers impitoyable » de leur travail que l'émission Cash investigation venait de rendre public. Des préparateurs qui travaillent toute la journée avec des commandes vocales, au point de ne plus pouvoir dire bonjour à leurs collègues, des caissières « polyvalentes » qui courent d'un bout à l'autre du magasin et doivent rester debout derrière leurs caisses, des insultes de la hiérarchie... Cette réalité du monde du travail, c'est le quotidien des travailleurs.

Macron pousse le bouchon, au service de ces patrons voyous, il veut rendre les licenciements encore plus faciles, empêcher tout recours aux Prud'hommes. Mais nous ne sommes pas sans défense : ce que les salariés de Lidl ont fait, nous pouvons tous le faire.

Le 10 octobre, les salariés du public sont appelés à la grève. Mais n'attendons pas de réagir chacun son tour : salariés du public ou du privé, nous avons les mêmes adversaires et nous pouvons nous saisir de cet appel pour lancer la riposte, tous ensemble, en participant à la manifestation et en faisant grève là où c'est possible.